

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Electrification rurale

### Des étudiants de l'Université ESTAM découvrent l'ABERME

Pour amener la jeunesse estudiantine à s'intéresser aux métiers de l'énergie, l'Agence Béninoise ... • (Page 11)

## Djougou

### Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien ordonné Evêque

La cour de l'Évêché de Djougou a servi de cadre à l'ordination épiscopale de Monseigneur Bernard ... • (Page 11)

## Cherté de la vie au Bénin

• (Page 03)

# Wadagni donne des détails sur les mesures sociales prises



• Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances

## Développement des marchés

### La notation financière, un gage de qualité pour les emprunteurs

La notation financière constitue, pour les investisseurs, un critère clé dans l'estimation du risque qu'un ... • (Page 02)

## Port autonome de Cotonou

### Quand de nouveaux défis voient des efforts colossaux

Le transport maritime est peu ou prou, le moyen le plus en vogue dans le ... • (Page 04)

## Économie verte

### Les énergies propres vont créer 10,3 millions d'emplois

La transition vers les énergies propres devrait générer 10,3 millions de nouveaux emplois nets dans le monde d'ici 2030, a ... • (Page 04)

## Cinq ans d'activités bancaires au Bénin

• (Page 08)

# Relations monnaie et développement préoccupent Coris Bank International

## Semaine de l'Europe 2022

### La Délégation de l'UE au Bénin lance un concours de photos

Dans le cadre de la Journée de l'Europe célébrée le 9 mai, la Délégation de l'Union européenne au Bénin ... • (Page 11)



ROULEZ  
MAINTENANT  
ET PAYEZ DEMAIN

A PARTIR DE  
132.500 FCFA/MOIS

**UBA**  
United Bank for Africa

## Développement des marchés financiers

### La notation financière, un gage de qualité pour les emprunteurs

La notation financière constitue, pour les investisseurs, un critère clé dans l'estimation du risque qu'un investissement comporte. Elle constitue un facteur avec effet direct sur l'accès des emprunteurs à une levée de fonds. Il s'agit donc d'un élément clé dans le développement des marchés financiers africains.

• Félicienne HOUËSSOU

La maîtrise de l'information et des paramètres de risque fait de plus en plus appel à la notation financière, particulièrement dans le cadre de marchés financiers. Aujourd'hui, la notation est même un des critères obligatoires pour les emprunteurs institutionnels (fonds de pension, collectivités territoriales, etc.) dont les statuts précisent un niveau de notation minimal pour leurs investissements. Dans une publication, UMOA-titres indique que la notation financière est une technique permettant de mesurer la solvabilité et la volonté d'un emprunteur à faire face à ses obligations financières à court et/ou long terme. Les notes attribuées à un emprunteur sont des opinions sur la probabilité relative de défaut de paiement de sa dette. En d'autres termes, on évalue le risque que ses dettes (capital et intérêts) ne soient pas payées dans leur intégralité à l'échéance. Selon le Fond Monétaire International (FMI), les notes permettent aux emprunteurs d'accéder aux marchés mondiaux et nationaux et d'attirer les fonds d'investissement, ajoutant ainsi de la liquidité sur les marchés qui, autrement, ne seraient pas liquides. Ces notes permettent aux entreprises et aux gouvernements de lever des fonds directement sur les marchés de capitaux en émettant de la dette, au lieu d'emprunter auprès d'une banque ou d'un bailleur de fonds. UMOA-titres se base sur trois volets pour expliquer le rôle majeur de la notation financière : les notes facilitent l'émission de la



dette par les entités notées ; les notes fournissent une référence pour l'évaluation du risque que présentent les économies ; enfin, les notes permettent de réduire l'asymétrie d'information entre les investisseurs et les émetteurs de dette.

#### Une preuve de transparence

La notation se comporte comme un « un label de qualité » internationalement reconnu, une grille de lecture et d'orientation pour les investisseurs et les agences de notation. En plus des notes, les agences de notation publient des rapports détaillés qui contiennent des données et des analyses quantitatives et qualitatives. « La diffusion de ces analyses et de ces informations auprès du public démontre la volonté des émetteurs notés à faire preuve de transparence en autorisant une évaluation externe indépendante de leur solvabilité. Le fait de mettre à la disposition du marché des opinions crédibles et indépendantes sur les risques liés aux obligations souveraines permet de rassurer les investisseurs. L'identification et l'évaluation du risque de crédit aident les investisseurs à prendre une décision d'in-

vestissement éclairée et réclamer un niveau de rendement approprié sur leur capital pour des investissements risqués, au lieu de se tenir à l'écart de tels investissements par manque d'information », explique UMOA-titres. Avec l'augmentation des flux financiers et commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde, le continent est devenu un acteur de plus en plus important dans le système économique et financier mondial, et la notation financière a contribué à ce progrès. L'autorité acquise par les agences de notation se mesure au travers des fonctions régulatrices et normatives qu'elles assument dans le domaine bancaire et financier. Plus qu'un média, la notation constitue une certification des émissions. Car, la notation financière conditionne l'accès aux marchés. Elle est déterminante dans le coût du financement. De plus, l'évolution des notations financières est susceptible de provoquer des mouvements de masse importants sur les marchés financiers. La notation financière produit ainsi un « effet disciplinant », qui résulte d'une démarche volontaire des émetteurs, en dépendance financière.

## AUX DECIDEURS...

### Téléphone, le mal nécessaire

Le 21<sup>e</sup> siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21<sup>e</sup> siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

## Cherté de la vie au Bénin

## Romuald WADAGNI donne des détails sur les mesures sociales prises

Un débat public sur la cherté de la vie au Bénin et les mesures sociales prises par le Gouvernement pour maîtriser la flambée des prix des produits de grande consommation a été organisé ce dimanche 03 avril 2022 sur la Télévision nationale (ORTB). Les invités sont : Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances; Mathias ADIMOU, Président du Groupement des Industries (CCI-Bénin); Noël CHADARÉ, Syndicaliste et Secrétaire Général de la COSI-BÉNIN; Ernest GBAGUIDI, Président de l'Association des consommateurs et Mama TAÏROU, 1er Vice-président de la CONEB.

• Falco VIGNON

Le Bénin face à la cherté de la vie », c'est le thème du débat public. A cette occasion, le ministre d'Etat, chargé de l'économie et des finances a apporté des clarifications sur les différentes mesures sociales prises contre la cherté de la vie notamment la flambée des prix. « Lorsque vous prenez la production locale, en plus des facteurs qui impactent les produits importés, plusieurs autres facteurs viennent s'ajouter et expliquent la hausse des produits malgré une production largement au-dessus de la demande nationale en prenant le cas du maïs où le Bénin a produit plus de 1,6 millions de tonnes. Nous avons les voisins, principalement trois qui viennent puiser dans notre production locale. Prenons le cas du Nigéria : Au 31 décembre 2021, le prix du maïs sur le marché Nigérian a augmenté de 15%. Au Bénin, sur la même période c'est 5,9%. Donc le commerçant du Nigéria quand il arrive sur le marché béninois, il peut surpayer le maïs parce qu'en se retournant au Nigéria, il peut gagner encore bien plus. Il vient donc et ramasse notre maïs (...) Prenons le cas du Niger : Le Niger ça fait 5 années que du fait du changement climatique la production locale a chuté. Vous prenez les céréales pour 2021- 2022, la production est de 40%, en deçà de la demande nationale. Donc



• Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances

le Niger vient au Bénin puiser au Bénin. Vous prenez le Burkina : du fait de l'insécurité depuis plusieurs mois suivie du terrorisme qui entraîne le déplacement des populations, cela agit sur la production et fait qu'ils viennent sur nos marchés. Avec ces facteurs, malgré la bonne campagne, la demande étant forte, cela justifie cette situation sur les produits locaux », a fait savoir Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, en charge de l'économie et des Finances.

La solution serait de voir comment contenir les impacts et sortir de cette crise, a suggéré Mathias Adimou président du Groupement des Industries de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-Bénin). Depuis 2020, on s'attendait à entrer dans un

cycle de hausse en raison de la pandémie de Covid-19 qui a occasionné le ralentissement des activités économiques, selon les explications du ministre. La lente reprise des activités entamée est hypothéquée par la crise entre l'Ukraine et la Russie, pays producteurs d'hydrocarbures

Pour Ernest Gbaguidi, Président de l'association des consommateurs « Notre inquiétude c'est qu'on bloque les frontières pour la sortie des produits agricoles ».

Mama Tahirou dans son intervention explique que « nous avons prévenu de cette flambée des prix depuis 2020. La pénurie des conteneurs a fait flamber les prix des produits et cela constitue ses effets ». Pour Noël Chadaré, les mesures prises ne sont pas respectées au niveau du

ciment. Car il est important pour les Béninois. Il y a des efforts qui restent à faire. Pour le maïs, la soudure n'est pas encore à sa fin. Il faut craindre le pire qui reste à venir. Répondant aux questions des participants, Wadagni indique que : la libre concurrence dans le secteur explique la disparité observée au niveau du prix du ciment. « Mais nous avons rencontré les différents acteurs pour le respect des prix à la sortie des usines. Les services du ministère du commerce font de la pédagogie. Les prix du ciment par département ont été fixés selon le transport. La différence des prix du ciment est une situation qui existe depuis. Nous sommes dans la phase de sensibilisation. Nous avons obtenu la stabilité du prix pour la sortie de l'usine »,

a rassuré le ministre d'Etat.

### Menace de la famine dans la sous-région

Sur la question de la famine, le ministre d'Etat explique que la plupart des pays de la sous-région sont menacés. « Il y a l'indisponibilité des intrants. Cette menace nous l'avons anticipée et nous appelons au civisme des populations ».

### Augmentation des salaires

Le sujet de la hausse du salaire a été abordé au cours du débat public. Le ministre d'Etat a fait savoir qu'il faut faire une analyse et voir quelle augmentation il faut opérer pour les Agents permanents de l'Etat et pour le privé concernant le SMIG. Les travaux des comités sont achevés et bientôt les résultats seront disponibles. En ce qui concerne la hausse du prix de la baguette du pain, le ministre indique « Nous avons une surveillance au niveau des prix dans les marchés ».

### Les mesures fiscales abordées

Depuis 2016, il y a un élargissement de la base imposable.

De 16.000 en 2016, le nombre est passé à 21.000 en 2021 or le taux imposable sur les sociétés n'a pas augmenté. Nous avons fait un abattement. De 400.000 FCFA en 2016, la TPS est passée à 150.000 FCFA en 2018 puis 10.000 FCFA en 2022, a indiqué le ministre d'Etat. Nous observons la crise pendant les trois mois. La priorité c'est le pouvoir d'achat des populations. Le Ministre de l'Économie et des Finances a, pour finir, invité les populations au respect des mesures prises pour lutter contre la cherté de la vie. Pour Wadagni, le coût du fret a baissé de 50%. Cela permet de réduire de 10% environ les frais de douanes. 5 milliards FCFA de subvention ont été octroyés par mois l'année passée, a indiqué le ministre d'Etat. En moyenne c'est 15 % des frais de douanes qui sont accordés. Grâce à l'appui de la Banque mondiale, 28.000 entreprises ont bénéficié de la subvention. Nous allons maintenir le prix du gasoil à la station à 6.00 FCFA le litre a ajouté l'argentier national. Pour Ernest Gbaguidi, le plus important, c'est de sentir la subvention au niveau du consommateur.



## Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)

Taux de natalité	36,40 ‰	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018

## Port autonome de Cotonou

## Quand de nouveaux défis voilent des efforts colossaux

Le transport maritime est peu ou prou, le moyen le plus en vogue dans le commerce intercontinental. Un mode qui profite bien au port de Cotonou, vu son importance stratégique pour la desserte des pays de la sous-région. Mais, face à la concurrence de ses voisins, le port peine à s'imposer en plateforme compétitive en Afrique de l'Ouest.

● **Félicienne HOUËSSOU**

En pleine mutation depuis plusieurs années, le Port autonome de Cotonou connaît une phase de travaux colossaux dans le but de devenir une plateforme compétitive dans la sous-région. Il dessert les pays de l'hinterland tels que le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, avec plus de 10 millions de tonnes de fret annuel. Ce port de transit de 300 hectares est également le premier port de transit du Niger, pays frontalier totalement enclavé, notamment pour l'exportation de l'uranium extrait dans le nord nigérien par le groupe français Areva. Le Port autonome de Cotonou doit pouvoir rivaliser avec ses voisins dans un secteur très concurrentiel, en forte croissance, due à la progression globale des échanges en Afrique de l'Ouest. Les géants Abidjan, en Côte d'Ivoire, et Tema, au Ghana, peuvent accueillir des navires plus gros. Leurs bassins sont plus profonds et plus étendus (le plan d'eau à Abidjan est de 1 000 ha contre 80 ha à Cotonou). D'une capacité d'environ 6000 m<sup>2</sup> soit une capacité d'environ 40,000 tonnes, le port de Tema sert de zone de stockage pour



les produits en transit. Ainsi, les ivoiriens et ghanéens gardent une place prépondérante dans le commerce maritime de la région. Selon le classement 2021 des plus Grands Ports d'Afrique, publié par Istanbul trade compagny, le port d'Abidjan est le plus grand port d'Afrique de l'Ouest ; car, il est utilisé comme point de transbordement vers l'Ouest et l'Afrique centrale avec le système ferroviaire en Côte d'Ivoire. Le port d'Abidjan dispose d'installations d'entrepôts pour différents types de marchandises. Il est suivi du port d'Apapa à Lagos qui comprend trois zones principales, Lagos, Apapa et Tin Can Island. Le terminal à conteneurs du port d'Apapa est construit sur 44 hectares et le port peut traiter jusqu'à

22 000 EVP de marchandises conteneurisées. Le terminal à conteneurs du port d'Apapa dispose de six postes d'amarrage et contient également 6,5 mille m<sup>2</sup> de stockage couvert. Le parc à conteneurs peut traiter 19 500 EVP et contient 298 bouchons frigorifiques. Vient ensuite, en 3ème position, le port de Tema au Ghana. Le port traite 80% du fret international du pays. En 2020 le port de Tema a traité 21 millions de tonnes de produits. Le port de Tema dispose de cinq terminaux à conteneurs qui reçoivent, stockent et livrent des cargaisons conteneurisées. En quatrième position, le Port Autonome de Dakar d'où transitent des hydrocarbures raffinés, pétrole brut, acide phosphorique, pétrole, gaz, canne à sucre,

bitume, soude caustique, produits chimiques, vin, clinker, soufre, charbon, attapulgit, riz, engrais, maïs, urée, gypse et crabes. D'autre part, l'édition 2021 du classement publié par la revue Lloyd's List, spécialisée sur les questions maritimes place le port de Lomé dans le top 100 des ports les plus importants d'Afrique alors que le Bénin n'y figure pas. Le même magazine, en collaboration avec « Container Management » avait classé en 2019 le port de Lomé parmi le top 5 des ports du continent et comme le 1er hub de transbordement en Afrique de l'ouest avec 1,5 million d'Equivalents Vingt Pieds (EVP). Seul port en eau profonde de la côte ouest africaine avec une profondeur de 16,60 mètres, le port de Lomé opère en tant que hub de transbordement majeur pour la sous-région et comme la porte d'entrée sur les pays comme le Mali, le Niger, le Burkina-Faso, ainsi que le nord du Nigeria.

#### Renforcer les services au port de Cotonou

Les défis continuent de peser sur le secteur maritime, notamment les longs délais d'escale des navires, les problèmes de connecti-

tivité du transport maritime de ligne et la baisse des volumes maritimes due aux perturbations causées par la pandémie de COVID-19. La CNUCED estime que les échanges maritimes internationaux de l'Afrique comprenant les marchandises embarquées et débarquées, a chuté de 7,6 % en 2020. Selon la même source, soixante-quinze (75%) du commerce mondial en volume transitent par voie maritime. C'est le seul mode de transport capable d'assurer à un coût attractif les échanges liés au commerce intercontinental. C'est pourquoi le Bénin met tout en œuvre pour dynamiser les activités du port de Cotonou. En septembre 2021, le processus de digitalisation des services au port de Cotonou a été enclenché avec un nouveau système d'information portuaire. Il s'agit d'une plateforme technologique de traitement des demandes et de fourniture des différents services portuaires, de manière intelligente, centralisée, fiable et dématérialisée. Elle sera utilisée par les acteurs portuaires que sont les agents maritimes, la douane, les prestataires logistiques, les transitaires, les agences gouvernementales, les transporteurs, les

opérateurs de terminaux et d'entrepôts. Bénin Terminal, opérateur du terminal à conteneurs du Port de Cotonou, a réceptionné en septembre 2020 deux nouveaux portiques. Ces nouveaux équipements vont permettre d'améliorer la productivité de Bénin Terminal, soutenir la compétitivité du pays et dynamiser les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest. En Novembre 2019, le Bénin a intégré l'Association des Armements Africains (3A), une organisation spécialisée de l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC), par le biais d'un accord de siège concrétisé par le Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC) Hervé Djokpé, et le Secrétaire général de l'OMAOC Alain Luvambano. L'objectif phare de ce partenariat est de dynamiser le domaine de transport maritime. En compétition avec ses challengers de la sous-région ouest-africaine, le port de Cotonou mène plusieurs actions en vue de se positionner comme le hub régional du secteur maritime. Ainsi, les autorités envisagent la construction de nouvelles infrastructures prévues pour augmenter ses capacités.

## Économie verte

# Les énergies propres vont créer 10,3 millions d'emplois

La transition vers les énergies propres devrait générer 10,3 millions de nouveaux emplois nets dans le monde d'ici 2030, a annoncé le Forum économique mondial (WEF) la semaine dernière. La plupart de ces emplois anticipés proviendront probablement, entre autres, du secteur automobile et de la production d'énergie.

● **Issa SIKITI DA SILVA**

Alors que de nombreux pays et entreprises se sont engagés à réduire leurs émissions, la transition vers une énergie propre semble être une sorte de prédestination. Et cette transition aura sans aucun doute un impact sur l'emploi. Les nouvelles sources d'énergie ne nécessitent pas seulement des équipements nouveaux et des mises à jour, elles nécessitent également des personnes pour les faire fonctionner, a indiqué le WEF, une organisation internationale de lobbying basée à Genève. « Et comme la demande de carburants plus propres détourne l'attention des combustibles fossiles, il est

probable que tous les secteurs ne verront pas un gain net d'emplois », a souligné le WEF, révélant que les secteurs des combustibles fossiles vont perdre 2,7 millions d'emplois d'ici 2030.

#### Soutien

Toutefois, les gouvernements ont l'obligation de soutenir les entreprises en vue de parvenir à une création réussie d'emplois verts et aboutir à une économie verte plus efficace post-Covid. Il est nécessaire que les gouvernements soutiennent les entreprises – surtout les PME qui créent la plupart d'emplois – à travers des politiques économiques et les mesures incitatives. Ceci pour encourager l'utilisation par les entreprises



d'adopter des énergies renouvelables et des solutions sans ou à moindre carbone dans leurs processus de production, a rappelé l'Organisation internationale du travail (OIT). « Il faut une transition juste vers un environnement durable pour fournir

le cadre politique au niveau macroéconomique et sectoriel permettant de consolider ces avantages environnementaux, mais aussi les outils de promotion de l'esprit d'entreprise et des emplois verts qui rendront la reprise économique post COVID-19 plus inclusive

et plus respectueuse de l'environnement », a déclaré Fayçal Boureïma, spécialiste régionale de l'OIT pour les emplois verts en Afrique.

#### Economie verte

Le PNUD définit l'économie verte comme étant une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. D'ailleurs, l'OIT a dressé une liste de huit secteurs d'activité clés qui devraient connaître une transformation importante dans leur organisation et dans leur production. Il s'agit de l'agriculture, l'industrie forestière, la pêche, l'énergie,

l'industrie manufacturière fortement consommatrice de ressources, le recyclage, le bâtiment et les transports. Au Bénin, un pays à faible revenu en proie à des défis environnementaux énormes et au regard de son contexte de développement, l'économie verte aura pour vocation de protéger et de rétablir les services écosystémiques rendus par l'eau, les sols et la biodiversité. A en croire l'ONU, l'économie verte au Bénin mettra davantage les hommes et les femmes au centre de l'entreprise et du projet social, qui promeut la participation de chacun à la décision à travers une meilleure politique d'aménagement du territoire et de planification du développement.

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

### Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

	2014	2015	2016
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	dernier	Référence	Précédent
PIB			
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

	dernier	Référence	Précédent
Gouvernement			
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

## Prime du travail

### Le PDG d'Orange Stéphane Richard « indemnisé » de près d'un demi-million d'euros

Après sa condamnation, il a obtenu une indemnité exceptionnelle de 475.000 euros. Rester en poste jusqu'au terme initial de son mandat a payé pour Stéphane Richard. Le PDG d'Orange avait pourtant été annoncé sur le départ avant fin janvier après sa condamnation en novembre dans l'affaire Tapie/Crédit Lyonnais. «Le conseil d'administration a décidé d'accorder cette rémunération exceptionnelle à Stéphane Richard pour avoir piloté et suivi pendant plusieurs mois (...) un processus rigoureux de sélection de la future directrice générale et du futur président non exécutif», a expliqué vendredi le groupe à l'AFP.



au prorata du temps passé dans l'entreprise en 2022, a confirmé Orange, qui rappelle que son patron ne «bénéficie d'aucun mécanisme contractuel pour son départ» comme une assurance chômage ou retraite.

Un an de prison avec sursis Le mandat de Stéphane Richard arrivait initialement à son terme mi-2022. L'ambition du dirigeant, qui avait formulé le «souhait personnel» de rester président du groupe à l'issue de son troisième mandat, en lâchant la fonction de directeur général, a été brisée net par sa condamnation en novembre par la cour d'appel de Paris à un an d'emprisonnement avec sursis et 50.000 euros d'amende, dans l'affaire de l'arbitrage controversé entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais. En 2018, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait prévenu qu'en cas de condamnation, Stéphane Richard devrait remettre son mandat, alors

que le géant français des télécoms a pour premier actionnaire l'État, qui détient plus de 20% du capital de l'entreprise.

#### Remplacement prévu le 4 avril

Mais Stéphane Richard a finalement joué les prolongations. Une première fois fixé au plus tard au 31 janvier, son départ en tant que directeur général a finalement été repoussé au 4 avril jusqu'à l'arrivée de Christel Heydemann, nommée fin janvier. Il restera en outre président non exécutif jusqu'à l'assemblée générale du 19 mai, soit le terme initial de son mandat. Cette assemblée générale devrait entériner la nomination à ce poste de Jacques Aschenbroich, actuellement à la tête de Valeo, dont la candidature soutenue par l'Etat a été validée mercredi par le conseil d'administration d'Orange.

20 minutes du 03 avril 2022

#### Moitié de la rémunération fixe annuelle

«Il a prolongé plusieurs fois son mandat afin d'assurer la bonne gouvernance du groupe pendant cette phase de transition et il accompagnera l'arrivée de la nouvelle directrice générale jusqu'à l'assemblée générale le 19 mai», a-t-il poursuivi.

L'indemnité, accordée en février, correspond à la moitié de la rémunération fixe annuelle du dirigeant. Celui-ci bénéficiera également de ses rémunérations fixes et variables calculées

## France

### L'inflation bondit à 4,5% en mars, au plus haut depuis les années 1980

Le porte-monnaie des Français est rudement mis à l'épreuve ces derniers temps. L'inflation explose, elle a bondi en mars de 4,5% sur un an, tirée par l'énergie et l'alimentation mais amortie par les mesures d'aide du gouvernement. L'indice des prix à la consommation n'avait plus atteint un tel niveau dans l'Hexagone depuis le mois de décembre 1985 (4,7% sur un an), d'après l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee). "C'était attendu mais la hausse a été encore plus importante que prévu", relève Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. En février, l'indicateur s'était établi à 3,6%, déjà un record depuis 2008.



#### Bond brutal des énergies

Quant à l'indice harmonisé (IPCH), qui sert de base de comparaison au niveau européen, il s'est également envolé, à 5,1% par rapport à mars 2021, a détaillé l'Insee dans sa première estimation de l'inflation au mois de mars 2022. Comme les mois précédents, le bond brutal des prix de l'énergie (+28,9% sur un an)

explique l'essentiel de la hausse des prix, alors que la guerre en Ukraine a fait flamber le cours des hydrocarbures. Mais l'alimentation, et plus spécifiquement les produits frais (+7,2%), ont également nourri le mouvement. Le coût des services progresse beaucoup plus modestement, à 2,3% sur un an, tandis que celui du tabac freine légèrement (-0,1%).

20 minutes du 03 avril 2022

## Côte d'Ivoire

### Le prix du kg de cacao est maintenu à 825 Fcfa pour la petite traite 2021/2022



En Côte d'Ivoire, la campagne cacaoyère 2021/2022 bat son plein. Après la récolte principale, la filière entre désormais dans la phase intermédiaire qui apportera son lot de défis pour les producteurs ivoiriens. En Côte d'Ivoire, le prix plancher du kilogramme de cacao sera de 825 Fcfa durant la récolte intermédiaire qui débute ce vendredi 1er avril. L'annonce a été faite par Kobenan Kouassi Adjoumani (photo), ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Ce tarif est identique à celui en vigueur durant la campagne principale qui s'est déroulée entre le 1er octobre et le 31 mars dernier. D'après M. Adjoumani, ce maintien du prix a été possible grâce aux efforts du gouvernement qui a déboursé 60 milliards Fcfa au profit de la filière café-cacao. Du côté des observateurs, on estime que cette stagnation reste problématique à l'heure où les acteurs de la filière doivent composer avec la hausse du prix des engrais sur le marché mondial lié à la crise entre l'Ukraine et la Russie. Cette situation qui renchérit les coûts de production pour les petits producteurs pourrait affecter la taille de la récolte d'ici fin septembre ainsi que la qualité des fèves. Ceci dans un contexte où le pays anticipe déjà une baisse de sa récolte globale de 10 % à 2,15 millions de tonnes. Selon les dernières données de l'Organisation internationale du cacao (Icco), le marché mondial devrait connaître un déficit de 181 000 tonnes de cacao en 2021/2022.

## Côte d'Ivoire

### Le gouvernement supprime les droits de douane sur les importations de blé

En Afrique de l'Ouest, les interventions se multiplient pour faire face à l'augmentation des prix alimentaires. En plus des restrictions sur les exportations de produits, les Etats adoptent des mesures pour faciliter l'entrée de denrées stratégiques. En Côte d'Ivoire, l'exécutif a décidé le mercredi 30 mars dernier en Conseil des ministres, d'abolir les droits de douane appliqués aux achats de blé sur le marché international. Cette exonération devrait contribuer à réduire l'impact de la hausse des cours du blé sur le prix de la farine boulangère dans la nation éburnéenne. Le pays est affecté depuis un an par le doublement des cours de la céréale et plus encore par le bouleversement du marché avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine, deux pays qui lui fournissent 25 % de son approvisionnement mondial de blé. Plus globalement, cette disposition fait partie de la batterie de mesures annoncées par le gouvernement au profit de l'industrie de la farine-boulangerie pour lutter contre la vie chère et préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. Parmi celles-ci figure notamment l'allocation d'un appui financier pour les fabricants de farine de blé pour assurer un approvisionnement régulier du marché. A cela s'ajoute la création d'une ligne de garantie spécifique au secteur de la boulangerie-pâtisserie au sein du Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises (FSPME) et/ou l'octroi d'une enveloppe de 1 à 2 milliards Fcfa de subventions pour soutenir l'émergence de champions nationaux dans l'industrie. Il faut noter que parallèlement, les autorités ont présenté de nouvelles normes sur les spécifications et la commercialisation des pains de boulangerie destinés à la consommation humaine directe. Dans le pays, il sera désormais écoulé « deux types de baguettes de pain dont une baguette standard à 150 Fcfa pour 174 grammes et une baguette améliorée à 200 Fcfa pour 232 grammes ».



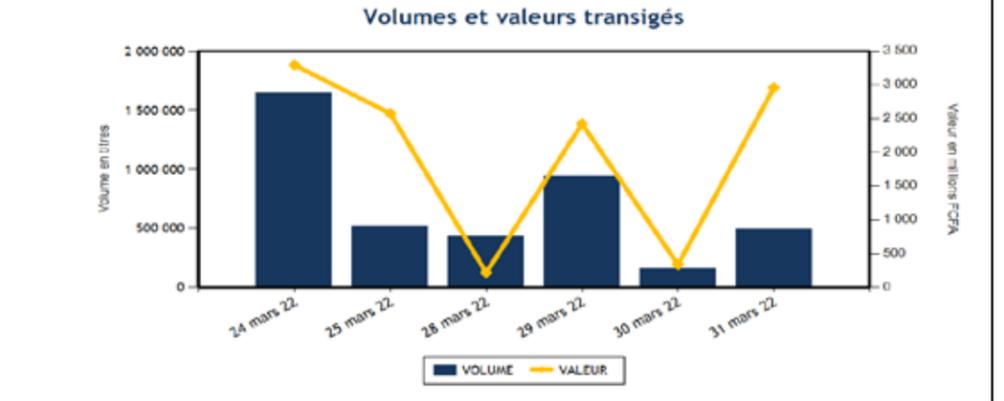
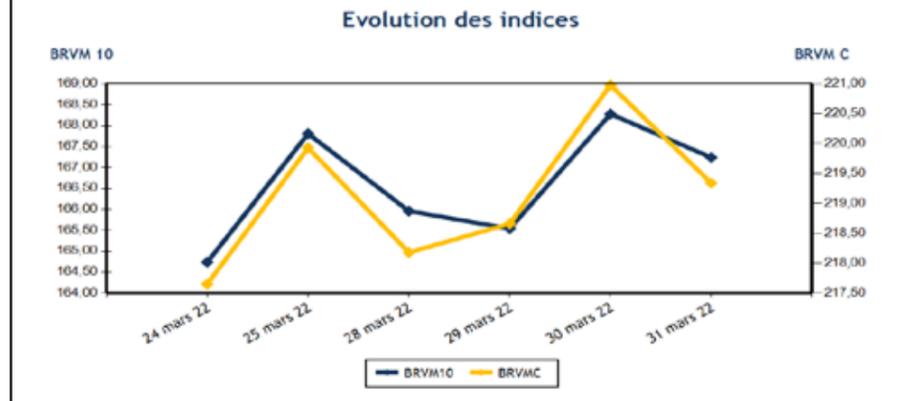
## Nigeria

### 3 projets routiers obtiennent les approbations de financement du gouvernement fédéral

Le gouvernement nigérian a conscience du frein que représente l'insuffisance d'infrastructures de transport pour la croissance économique du pays. Il enchaîne de ce fait les projets de construction, d'aménagement et d'entretien des routes. Le Conseil exécutif du Nigeria, réuni mercredi 30 mars, a donné son accord pour l'attribution de financements au profit de 3 projets routiers. Premièrement, un budget de 13,624 milliards de nairas (près de 32,8 millions \$) qui sera consacré à la réhabilitation complète de la route Uturu-Isikwato-Akara dans l'Etat d'Abia, à l'Est du Nigeria. Ensuite, l'extension de l'autoroute Zaria-Sokoto-Birnin-Kebbi dont le linéaire total atteindra 64 km, contre 26 km prévus initialement. Le budget initial passera ainsi de 9,446 milliards de nairas (22,8 millions \$) à un total de 16,924 milliards de nairas (40,8 millions \$). La troisième signature du conseil concerne la réhabilitation de la route Kwara-Peta-Milda dans l'Etat de Borno, au Nord-Est. Le projet nécessite un investissement de 6,272 milliards de nairas (15 millions \$). Son exécution est confiée à CBC Global Civil Engineering and Building Construction, une entreprise locale. Ces différents projets font partie d'un plan d'élargissement du patrimoine routier national, qui est d'une faible densité par rapport au niveau de progression de la population. D'après le ministre en charge des Travaux publics et du Logement, Babatunde Fashola, le gouvernement serait en train de développer plus de 854 projets routiers à travers tout le pays, pour un investissement d'environ 18 milliards \$. Le problème majeur demeure celui de la mobilisation des financements. Pour le compte de l'année 2022, seulement 282,6 milliards de nairas ont été alloués aux projets routiers, alors que le coût indicatif réel d'exécution desdits projets est de 1 384 622 535 379,62 nairas.

Ecofin du 04 Avril 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>167,24</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 64 jeudi 31 mars 2022 Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>219,34</b>
Variation Jour	↓ -0,62 %		Variation Jour	↓ -0,74 %
Variation annuelle	↑ 8,94 %		Variation annuelle	↑ 8,43 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 602 701 340 784	-0,74 %
Volume échangé (Actions & Droits)	283 818	77,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	859 676 804	155,03 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	13	-18,75 %
Nombre de titres en baisse	18	12,50 %
Nombre de titres inchangés	11	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 642 150 987 512	0,02 %
Volume échangé	209 870	111 532,98 %
Valeur transigée (FCFA)	2 101 321 025	117 030,49 %
Nombre de titres transigés	9	80,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	6	20,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 450	7,50 %	4,37 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	890	6,59 %	-0,56 %
CIE CI (CIEC)	2 495	6,17 %	31,66 %
NESTLE CI (NTLC)	6 750	5,47 %	46,58 %
SODE CI (SDCC)	4 495	3,21 %	4,66 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 575	-7,37 %	9,57 %
SAFCA CI (SAFC)	1 080	-7,30 %	27,06 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 395	-6,98 %	-7,86 %
TOTAL SN (TTLS)	2 500	-6,89 %	26,58 %
TOTAL CI (TTLC)	2 300	-6,12 %	9,52 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	120,76	2,21 %	9,67 %	30 515	56 442 345	39,95
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	520,31	0,22 %	15,92 %	17 938	184 835 655	8,80
BRVM - FINANCES	15	79,08	-1,87 %	2,53 %	174 252	391 981 859	10,70
BRVM - TRANSPORT	2	581,55	0,00 %	-6,52 %	19 783	45 598 650	9,71
BRVM - AGRICULTURE	5	284,69	-0,61 %	17,01 %	17 689	121 695 835	18,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	432,37	-3,06 %	6,12 %	22 298	57 264 135	27,52
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 702,76	1,10 %	89,04 %	1 343	1 858 325	7,99
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,00	
Taux de rendement moyen du marché	5,38	
Taux de rentabilité moyen du marché	5,39	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	1 754 129,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 928 095 193,91	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,81	
Ratio moyen de satisfaction	61,09	
Ratio moyen de tendance	782,05	
Ratio moyen de couverture	12,79	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	1,79	
Nombre de SGI participantes	29	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Senegal Chambre de Commerce et d'Industrie de Niakhar Rue de Niakhar, Niakhar Tél : (229) 21 31 31 36 Fax : (229) 21 31 36 77	 BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie de Cotonou Rue de Cotonou, Cotonou Tél : (229) 21 30 87 73 Fax : (229) 21 30 87 74	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Abidjan Tél : (229) 20 21 58 50 Fax : (229) 20 21 58 51	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Accra Tél : (233) 30 21 58 50 Fax : (233) 30 21 58 51	 MALI Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Bamako Tél : (223) 44 90 18 18 Fax : (223) 44 90 18 19	 NIGERIA Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Lagos Tél : (234) 21 30 87 73 Fax : (234) 21 30 87 74	 SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Niakhar Tél : (229) 21 31 31 36 Fax : (229) 21 31 31 37	 TOGO Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat Rue de Commerce, Lomé Tél : (229) 21 30 87 73 Fax : (229) 21 30 87 74
--	--	---	---	---	---	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316066	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BHC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BHC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com
---	---	---	--	--	---

## Cinq ans d'activités bancaires au Bénin

## Relations monnaie et développement préoccupent Coris Bank International

Dans le cadre de la commémoration de ses cinq (05) années d'exercice au Bénin, Coris Bank International Bénin a initié une conférence publique le samedi 26 mars 2022 à Cotonou. Animée par le professeur John Igué, elle porte sur la monnaie et le développement économique et a réuni plusieurs professionnels et responsables de banque et d'autres économistes de haut niveau dont le Directeur de l'Ecole nationale d'économie appliquée et de management (Eneam). C'est le Directeur général adjoint de la CBI, Jean-Marie Compaoré qui a ouvert les travaux.

● Bidossessi WANOU

La commémoration des cinq années d'activité de Coris Bank International Bénin (CBI Bénin) n'est pas faite que de festivités. Le banque a initié des activités scientifiques à l'instar d'une conférence publique de haut niveau conduite par le professeur John Igué, passionné des questions d'économie et directeur de laboratoire. Devant un public difforme en compétences, qualités, composés de banquiers, d'économistes et même de collègues enseignants chercheurs et universitaires, le conférencier a ouvert le débat. C'est à la suite d'une brillante présentation sur le sujet notamment la monnaie, ses origines en Afrique, son évolution, les relations entre la monnaie et le développement, le projet de la CEDEAO de battre monnaie et les enjeux y afférents et autres. A l'entame des travaux, le Directeur général adjoint de la CBI a présenté le contexte et les motivations de ce rendez-vous d'échanges et de partage. « La présente conférence s'intègre aux activités commémoratives des cinq ans de présence de Coris Bank international au Bénin. Il s'agit d'un élan citoyen souhaité par la direction générale de la banque. « Cette activité participe de notre volonté de contribuer à l'éducation financière de toutes les couches socio-professionnelles », a souligné Jean-Marie Compaoré. Selon le DGA/CBI, c'est un exercice « fort instructif » où, guidé par l'expertise du conférencier les participants ont poussé loin la réflexion sur le rôle de la monnaie dans le développement des économies comme celle du Bénin, en y apportant leur son de cloche.

#### De l'origine, utilité et évolution de la monnaie

La monnaie, histoire de la monnaie en Afrique de l'ouest, structure de création et de la circulation monétaire en Afrique de l'ouest et par-



ticulièrement au Bénin puis monnaie et financement du développement national. Ce sont-là les grandes articulations de la présentation du professeur John Igué. D'entrée, « la monnaie joue un rôle extrêmement important dans la vie des nations et des hommes. La facilité de la vie, le mythe social, le progrès, tout repose sur la monnaie », a souligné le conférencier qui a justifié : « La monnaie est au cœur des problèmes de développement économique et du bien-être des populations. Que ce soit les Etats comme les hommes, notre préoccupation essentielle aujourd'hui, c'est de s'enrichir ». Depuis l'époque coloniale, l'Afrique a traversé différentes époques et histoires avec la monnaie. Mais de tout temps, deux principaux acteurs interviennent dans le processus de la gestion de la monnaie à savoir : les banques Centrales et les banques commerciales. De tout temps, la difficulté observée a été également la convertibilité de la monnaie des banques en monnaie physique et métallique. Cela s'avère davantage préoccupant dans la CEDEAO ou en Afrique de l'Ouest. On note dans cette sous-région, neuf (09) monnaies dont une seule à valeur de devise, le FCFA. Cela pose de véritables problèmes aux économies selon John Igué. La situation se pose même avec beaucoup plus d'acuité dans les pays

francophones.

#### Du projet de battre monnaie en Afrique de l'Ouest

A en croire le conférencier, « La fermeture de la chambre de compensation a créé la nécessité d'une monnaie commune à la CEDEAO ». Cependant, le fonctionnement de la CEDEAO ne lui permet pas de garantir une monnaie parce que n'ayant pas une garantie économique forte. Ce projet devrait être porté par une économie forte de la zone. Un objectif que semblent boycotter les pays francophones qui se sont empressés d'annoncer un projet de monnaie commune, qui en réalité n'a été qu'un changement du nom FCFA. Le pire s'avère qu'ils ne font pas le poids dans la sous-région où ils ne détiennent pas plus que 24% des capacités économiques. En clair, les alliés de la France dans la sous-région ne font pas le poids pour garantir ce projet de monnaie unique. Pour réaliser cependant le projet Eco, John Igué estime qu'il importe de résoudre quelques problèmes fondamentaux en l'occurrence, le problème de l'Institution qui garantira la monnaie. Pour ce faire, un Etat doit se décider et cela ne peut qu'être les locomotives. La création monétaire est devenue essentielle pour les Etats mais cela pose d'importantes distorsions, a conclu à ce sujet le conférencier qui a mis à l'index la multiplication des multinationaux, le partage équitable des ressources. Le jeu de l'argent crée le développement de l'intégrisme, a soutenu John Igué. Selon Professeur Albert Honlonkou, économiste, le problème se situe dans la gestion de la monnaie à battre pour que ça marche. « Toute la problématique dans les relations Uemoa-France se retrouve à ce niveau. Et on

parle de l'indépendance de la banque centrale ». Mais si on a une banque centrale réellement indépendante on n'a pas besoin de la France, soutiennent certains. Malheureusement, les démocraties africaines étant notamment francophones et étant ce qu'elles sont, des difficultés subsistent.

#### L'activité bancaire au Bénin

En dépit de l'exigence faite aux banques de justifier d'un montant en capitalisation d'au moins 10 milliards, la

réalité des banques au Bénin comme ailleurs dans la sous-région ne favorise pas un meilleur rayonnement des économies. Selon le conférencier, on note une très faible couverture avec une forte part de concentration en milieu urbain. A preuve, l'emprise des banques sur la société au Bénin ne serait que de 16% et cela s'avère être le taux le plus élevé de l'Uemoa et donc de la zone monétaire FCFA de l'Afrique de l'Ouest. Le professeur John Igué a

diagnostiqué dans son analyse, « des bilans financiers très faibles », et « un niveau de capitalisation et de couverture assez disparate ». Au Bénin, 75% des agences de banques sont basées à Cotonou tandis que deux départements ; la Donga et le Plateau sont demeurés à ce jour dépourvus d'agences bancaires. Ce n'est qu'à Sakété dans le plateau qu'on retrouve une agence d'un groupe bancaire qui fonctionne elle aussi à contretemps.

## Des capacités très limitées de financement

Pour un besoin de 8000 milliards FCFA/an de financement de l'économie béninoise, les banques de la place, une quinzaine, couvrent moins du quart, soit moins de 25%. Selon le conférencier John Igué, les banques et SAE n'apportent que 1819 milliards FCFA. Au fait, elles n'apportent véritablement que 1648 milliards FCFA, le reste étant couvert par les institutions de microfinance. Il ressort de ces chiffres que l'apport des banques reste encore insignifiant et très faible. Des études consultées et rapportées par l'universitaire, on note tout de même dans les injections des banques par secteur, un véritable déséquilibre. Sur un engagement de 1648 milliards FCFA, 1600 vont au commerce de gros, les services sociaux, les Bâtiments et travaux publics (BTP) et autres. Le secteur primaire et secondaire est très peu soutenu. A titre illustratif, « le tourisme n'est pas soutenu par les banques aujourd'hui au Bénin » et pourtant, c'est l'un des axes prioritaires du Programme d'actions du gouvernement en cours depuis décembre 2016. Il se dégage donc que les orientations actuelles des banques sont en déphasage avec les priorités du gouvernement. Ces chiffres ne sont pas cependant partagés par Josiane Tchoungui, directrice générale d'Orabank et vice-présidente de l'Association professionnelle des banques et établissement financier. Présente à la rencontre, elle rectifie : « Les chiffres sont autour de 2000 milliards. C'est déjà 25% des besoins. Ce n'est pas rien », a expliqué le VP/Apbeq qui a indiqué qu'il ne s'agit là que du volet crédit à l'économie. Car, à côté de cela figurent des financements via des titres, qui avoisinent 2300 milliards également. Dans les explications de la banquière, il a précisé qu'il s'agit notamment de titres de grandes entreprises et Etats dont certains sont vis-à-vis de l'Etat du Bénin ; « une forme d'accompagnement ». Aussi, sachant que la majorité des secteurs nécessitent des besoins de financement à long terme, l'appui à long terme dans les portefeuilles de banques béninoises n'est que de 7%. Une situation qui se trouverait aggravée par les ambitions « de battre monnaie ». Car, la création de monnaie contient « des risques d'illiquidité » dans les banques commerciales. Le poids du Nigéria dans la sous-région et sa proximité avec le Bénin qui entretient des relations d'affaires assez fluides avec ce voisin n'ont pas échappé au conférencier. Cela reste perceptible à travers les brassages économiques qui tendent à donner à certaines zones béninoises, un double usage monétaire (le CFA et le Naira). C'est pourquoi, le conférencier averti des relations entre le Bénin et le Nigéria a exhorté les banques à étudier les relations entre les deux monnaies d'une part et à trouver le mécanisme pour tirer profit du secteur informel, non chiffré le plus souvent mais qui concentre pourtant des forces économiques et où circule une masse monétaire tout autant élevée. Un point qu'a soutenu l'économiste et universitaire, Albert Honlonkou. « Pourquoi jusqu'à présent, personne n'a pensé à des accords monétaires de l'Uemoa avec le Nigéria ? Pourtant, c'est 70% du PIB », a-t-il confié. Selon lui, il y a des réflexions profondes à faire pour mieux voir les perspectives. On peut régulariser beaucoup de choses entre le Bénin et le Nigéria, croit-il savoir en s'appuyant sur une série d'exemples, tels la « randisation des économies des zones sud-africaines, la Yuanisation de l'économie zimbabwéenne et la dollarisation d'autres économies. « On pouvait quand même jouer sur ces mécanismes-là d'abord progressivement », a suggéré Albert Honlonkou, le temps de mûrir les réflexions et d'évoluer vers une monnaie unique. C'est d'ailleurs ce qu'a conseillé in fine le conférencier aussi aux banques, ce qui fera d'elles des banques intégrées à leur société. « Si vous ne prenez pas le Naira dans vos guichets, vous n'êtes pas intégrée à la société béninoise », a confié John Igué.

#### Un public passionné et satisfait

C'est un public passionné et d'hommes avertis des différentes préoccupations qu'a réuni CBI Bénin. Très émus, certains ont exprimé leur gratitude à la banque et ont souhaité que cette initiative se multiplie et surtout s'étende à d'autres thématiques cruciales de développement. « C'est toujours intéressant d'avoir d'autres perspectives et quand vous écoutez le professeur, il y a beaucoup d'autres perspectives », a témoigné professeur Albert Honlonkou, universitaire, enseignant chercheur et Directeur de l'Ecole nationale d'économie appliquée et de management (Eneam). Au terme de la présentation et des débats, le DGA/CBI Jean-Marie Compaoré a remercié les participants de leur attention soutenue et surtout de leur intérêt pour la question. « Cette conférence, c'est la première, ce sera une série qui va probablement se poursuivre. Nous avons noté toutes vos préoccupations », a rassuré le DGA/CBI plein de gratitude.



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS / CONTACTS
Rencontres de l'Assurance de Casablanca	23-24 Mars 2022	En format hybride, Maroc	Téléphone : +212 5223-91850
Salon international de la finance digitale	28-29 Mars 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Salon international des matériaux, technologies et mobilier	29 Mars au 1er avril 2022	Valence (Espagne)	<a href="https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/">https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/</a>
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://cyberafricaforum.com/">https://cyberafricaforum.com/</a>
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	<a href="https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;">https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;</a>
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	<a href="https://www.uclga.org/?lang=fr">https://www.uclga.org/?lang=fr</a>
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	<a href="mailto:avca@avca-africa.org">avca@avca-africa.org</a>
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	<a href="https://www.la-fia.com/">https://www.la-fia.com/</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

**Vendredi 1er Avril 2022**

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

**Capricorne**

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire caissière**

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**

Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire de rédaction**

Abdul Wahab ADO

(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

**Romuald NOUEDJJI**

(Correspondant Mono-

Couffo)

**Raoul Gandaho**

(Correspondant Ouémé Plateau)

**Noël Y. TETEGOU**

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO

(69190880)

**Graphiste**

Crespin N'SODAI

(96564330)

## Implementation of the Djoliba Five-Year Plan

# The West African development bank (BOAD) intends to invest 5 billion dollars in WAEMU

The West African Development Bank (BOAD) and the European Chamber of Commerce of Côte d'Ivoire (Eurocham) organized on Friday, March 25, 2022 in Abidjan at NOOM hotel, a business luncheon with senior officials of both structures: Julien DELCOURT, Deputy Director of Eurocham; Delphine LAVAUD, Chair of Eurocham CSR Committee and a delegation of the Bank composed of Ibrahima DIOUF, Special Advisor to the President (BOAD), Almamy MBENGUE, Director of the Country Development Department and Franchy NAGO, Head of the BOAD Resident Mission in Côte d'Ivoire.

Raise awareness of BOAD, its approach to corporate social responsibility (CSR), its financing mechanisms and offers to private sector actors; promote their access to financing solutions; identify potential project leaders seeking financing in relation to the five (5) priority sectors of the Djoliba plan: transport/ICT/digitalisation infrastructure, energy, agriculture and agri-food, health/education and real estate. These are some of the key points discussed at the business luncheon between the Ivorian private sector and BOAD and Eurocham officials. Indeed, in line with its Djoliba strategic plan (2021-2025) the West African Development Bank (BOAD) intends to invest \$5 billion into the economy of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) being financed, said Ibrahima Diouf, Special Advisor to the President of the West African Development Institution. According to the Head of the BOAD Resident Mission in Côte d'Ivoire, the Bank's presence at this event is fully in line with the implementation of its Djoliba Five-Year Plan, which proposes a set of integrated solutions to address the financing needs of the private sector and contribute to its development.



### What can we learn from Eurocham?

Created in 2009, Eurocham brings together 200 companies from 12 nationalities in the European area and is a major contributor to Côte d'Ivoire. The organization currently accounts for a significant share of Ivorian GDP. Its member companies are divided as follows: 63% large companies and subsidiaries of international groups, 36% SMEs and 1% bilateral chambers of commerce. They operate in all sectors of activity; the tertiary sector (67%), the secondary sector (27%) and the primary sector (6%).

### Brief overview of BOAD

The West African Development Bank (BOAD) is the joint development finance institution of the West African Monetary Union (WAMU) States. BOAD is a public institution of

an international character whose purpose, according to Article 2 of its statutes, is "to promote the balanced development of its Member States and achieve the economic integration of West Africa" by financing priority development projects. It is accredited to the three climate finance funding mechanisms (GEF, AF, GCF). Since 2009, BOAD has been an observer to the UNFCCC and actively participates in discussions on building an international climate finance architecture. Since January 2013, it has hosted the first Regional Collaborating Centre (RCC) on the Clean Development Mechanism (CDM), which aims to provide direct support to governments, NGOs and the private sector in the identification and development of CDM projects. It is committed to carbon neutrality by 2023.

## Pharmaceutical Industry in West Africa:

# \$3.56 million memorandum of understanding between AfDB and ECOWAS

On Wednesday, 22 March 2022 in Abuja, the African Development Bank (AfDB) and the Commission of the Economic Community of West African States (ECOWAS) signed a \$3.56 million memorandum of understanding. These funds will go towards the implementation of the Project to Support the Development of the Pharmaceutical Industry in West Africa.



Following the approval by the Board of Directors of the African Development Bank Group on 24 January 2022 of a \$3.56 million financing agreement to ECOWAS for the development of the pharmaceutical industry, the donor and the recipient institution endorsed the MoU on Wednesday, 22 March. This is a partial offer given that the cost of the infrastructure is estimated at \$3.77 million, with a contribution of \$200,000 (cash) and \$400,000 (in-kind) expected from the ECOWAS Commission. This pharmaceutical industry project is said to be in line with three of the five priorities of the AfDB: "Industrializing Africa", "Integrating Africa" and "Improving the quality of life of people in Africa". It will facilitate the regulation related to the application of a duty-free tariff on pharmaceutical raw materials, packaging and finished products wit-

hin the framework of the ECOWAS Common External Tariff, a tool to facilitate intra-Community trade. It also aims to build an effective regional pharmaceutical regulatory ecosystem by providing technical assistance and capacity-building programmes to regional drug regulatory authorities. For the ECOWAS Commissioner for Industry and the Private Sector, Mamadou Traoré, "the local production of pharmaceutical and biological products has become compulsory and a regional priority as well as the provision of health care delivery services for which the support of the African Development Bank will help ECOWAS to achieve its development objectives". Thanks to this project, the pharmaceutical industry in West Africa should be more competitive to meet the many challenges of the subregion. For good reason, "The Covid-19 crisis has further exposed the fragility of our

national health systems and caused significant disruptions in the global health and pharmaceutical sector and supply chains. This underscores the urgency of accelerating efforts to ensure a minimum level of supply of health products," said Lamin Barrow, Bank Managing Director for Nigeria. And being already aware of the situation in 2021, Dr. Akinwumi A. Adesina, President of the AfDB Group announced the plan of mobilizing \$3 billion to support the African pharmaceutical industry over the next ten years. Thus, "To develop the pharmaceutical industry, the African Development Bank will contribute to developing local production capacities in order to increase the market share of the value of African pharmaceutical production (local and regional) to 45-55% by 2030," said Solomon Quaynor, AfDB Vice President in charge of Private Sector, Infrastructure and Industrialization.

## Private Sector Development:

# A Framework agreement signed between the chambers of commerce and industry of Cambodia and Benin

The President of the Chamber of Commerce and Industry of Benin, Arnauld AKA-KPO signed on Monday, March 28, 2022, in the presence of Ms. Louise MUSHIKI-WABO, Secretary General of the International Organization of Francophonie (OIF), a framework agreement with the Chamber of Commerce and Industry of Cambodia. The



aim of this partnership is to carry out business and economic missions to develop

cooperation between the members of the two chambers. The partnership also

enables facilitation and mutual assistance measures to be put in place to facilitate business networking. This agreement was signed as part of the economic and trade mission initiated by the International Organization of Francophonie for the Francophone business community. It should be noted that there was a strong Beninese delegation to this economic mission of the OIF.

Adapted and Translated from French into English by:  
Albéric Djomaki,

CEO at LMS ([www.lmsgroupafrica.com](http://www.lmsgroupafrica.com))  
American Translators Association (ATA) Associate Member

### References:

<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

## Semaine de l'Europe 2022

## La Délégation de l'UE au Bénin lance un concours de photos

Dans le cadre de la Journée de l'Europe célébrée le 9 mai, la Délégation de l'Union européenne au Bénin organise une "Semaine de l'Europe" du 2 au 15 mai 2022 avec diverses activités dont un concours de photos sur le thème: "L'héritage culturel du Bénin".



## COMMUNIQUE DE PRESSE

## La Délégation de l'Union européenne au Bénin lance un concours de photos

Dans le cadre de la Journée de l'Europe célébrée le 9 mai, la Délégation de l'Union européenne au Bénin organise une "Semaine de l'Europe" du 2 au 15 mai 2022 avec diverses activités dont un concours de photos sur le thème: "L'héritage culturel du Bénin".

Le concours doté de prix intéressants est ouvert aux photographes amateurs âgés entre 9 et 99 ans, résidant au Bénin. Les participants sont invités à présenter leur vision du sujet "L'héritage culturel du Bénin" jusqu'au 25 avril 2022 à minuit (heure de Cotonou-UTC+1). Les candidatures devront être accompagnées d'un formulaire rempli et envoyées à l'adresse: [concoursphotodubenin2022@gmail.com](mailto:concoursphotodubenin2022@gmail.com). Un jury composé de membres de la Délégation de l'Union européenne au Bénin et de photographes professionnels évaluera les photos reçues sur la base de leur pertinence par rapport à l'objectif du concours et de leurs qualités esthétiques (composition / éclairage, créativité et originalité) et sélectionnera 3 lauréats.

Les trois lauréats seront récompensés. Le premier prix est constitué d'un appareil photo compact (CANON), les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> prix sont un ORDINATEUR PC UTLRA PORTABLE et une TABLETTE SAMSUNG. Les prix seront remis aux lauréats à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe le 9 mai. Les douze meilleures photos seront également reprises sur le calendrier 2023 de la Délégation de l'Union européenne au Bénin.

Le règlement du concours et le formulaire d'inscription sont disponibles au siège de la Délégation de l'UE au Bénin, sur le site internet de la DUE: [https://eeas.europa.eu/delegations/benin\\_fr](https://eeas.europa.eu/delegations/benin_fr) et sur la page Facebook de la Délégation: <https://www.facebook.com/EUBenin/>

Pour plus d'informations: [delegation-benin@eeas.europa.eu](mailto:delegation-benin@eeas.europa.eu) ou au (00 229) 21 31 26 17 ainsi que le site Web: [http://eeas.europa.eu/delegations/benin\\_fr](http://eeas.europa.eu/delegations/benin_fr)

"L'Union européenne est constituée de 27 États membres qui ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, durant une période d'élargissement de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'engage à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières ».

## Djougou

## Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien, ordonné Évêque

La cour de l'Évêché de Djougou a servi de cadre à l'ordination épiscopale de Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien, nommé évêque de Djougou par le Pape François. La messe pontificale d'ordination présidée par un collège de célébrant dirigé par l'Archevêque de Parakou Pascal N'koué a connu la présence des autorités politico-administratives dont les présidents de l'Assemblée Nationale Louis Vlavonou, Marie Cécile Zinzindohoué de la Haute cour de justice, Joseph Djogbénu de la cour constitutionnelle, du maire de la commune de Djougou Abdoul Malik Séibou et du clergé catholique.

La cérémonie qui a eu lieu selon le rite de l'Eglise catholique romaine a connu plusieurs étapes dont la présentation de l'élu à l'évêque de l'archidiocèse de Parakou qui a réclamé d'abord la lettre de nomination du Pape François. Après la lecture, Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien a répondu aux questions d'engagement posées par le consécrateur principal qui lui a légué les attributs de l'évêque diocésain de Djougou et l'a installé officiellement dans ses nouvelles fonctions. Dans son adresse à toute la communauté chrétienne notamment celle de sa juridiction de compétence, Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien a promis continuer l'œuvre de son prédécesseur qui a fait du dialogue interreligieux son cheval de bataille dans une ville fortement islamisée. Il a remercié toute la population de Djougou qui lui a réservé un accueil chaleureux. Le désormais Évêque du diocèse de Djougou a sollicité l'accompagnement de tous pour la réussite de l'évangélisation des peuples. Il faut préciser que le nouvel Évêque Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien était avant sa nomination membre de la congrégation Saint Oblats de Sales et est le deuxième Évêque de Djougou. Il remplace feu Monseigneur Paul Kouassivi Vieira décédé le 21 mars 2019. Le nouvel Évêque a célébré sa première messe dominicale le dimanche 3 avril 2022 à la Cathédrale Sacré cœur de Djougou.



## Djougou a accueilli son deuxième Évêque Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha

Le nouvel Évêque du diocèse de Djougou Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha a été accueilli le mercredi 30 mars 2022 par le clergé catholique présent dans le département de la Donga en présence du Maire de la Commune de Djougou Abdoul Malik Séibou, du secrétaire général de la préfecture de Djougou Issaka Moussa Yaya, des sages, notables et des différents corps constitués. Dans son allocution d'accueil, le Maire de Djougou Abdoul Malik Séibou a s'est dit heureux de voir son ancien camarade d'amphithéâtre nommé Évêque de Djougou par le saint père, le Pape François. «C'est vous que Dieu nous a donné pour que nous cheminions la main dans la main et qu'ensemble nous recherchions la volonté du Père Céleste pour les habitants de cette commune».

a dit le Maire de Djougou. Djougou, ville carrefour à six sorties internationales est une ville très islamisée qui a pourtant besoin de la contribution de l'église. Les nombreux chantiers de développement ouverts par cette institution religieuse sont visibles et appréciés de tous et surtout de la communauté musulmane. Nous n'avons pas de doute que votre arrivée fera croître considérablement le dialogue interreligieux amorcé par votre prédécesseur, Paul Vieira, de vénéral mémoire, a-t-il conclu. Le deuxième Évêque nommé de Djougou, dans sa toute première prise de parole dans son diocèse depuis sa nomination, s'est dit dans l'émotion parce que le Seigneur notre Dieu est fidèle et m'a envoyé vers vous ici à Djougou pour qu'ensemble on puisse dire cette joie que le Seigneur veut pour ses enfants. Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha a invité toute la communauté de Djougou à l'aider dans la marche du développement pour transformer ce beau carrefour au cœur du Bénin. «Je voudrais compter sur toute la population de Djougou, pas seulement sur les catholiques. S'il ya vraiment quelque chose qui peut nous unir, c'est cette fraternité enracinée dans l'amour», a-t-il précisé. Il a conclu en rendant hommage à ces prédécesseurs Monseigneur Paul Vieira de vénéral mémoire et l'administrateur apostolique provisoire Monseigneur Pascal N'koué qui a assuré l'intérim.

Emmanuel Akakpo ( Br Atacora-Donga)

## Electrification rurale et Maîtrise d'énergie

## Des étudiants de l'Université ESTAM découvrent l'ABERME

(Le Management du DG Jean-Francis Tchékpo salué)

Pour amener la jeunesse estudiantine à s'intéresser aux métiers de l'énergie, l'Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maîtrise d'Energie (ABERME), a reçu, vendredi 1er avril 2022, une délégation d'étudiants de l'Ecole Supérieure des Technologies Avancées et de Management (ESTAM). Objectif : faire découvrir à ces apprenants inscrits pour la plupart en ingénierie informatique et génie électrique, le rôle et le fonctionnement de l'ABERME.



● Le DG/ABERME, Jean-Francis Tchékpo

## ● Sylvestre TCHOMAKOU

Fortement impliquée dans la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans les domaines de l'électrification rurale et de la maîtrise d'énergie, l'ABERME, sous le leadership de son Directeur Général, Jean-Francis Tchékpo, travaille à non seulement se rapprocher du commun des Béninois, mais surtout amener la jeunesse estudiantine à s'intéresser aux métiers de l'énergie. C'est dans ce dessein que l'Agence a, vendredi 1er avril dernier, ouvert ses portes aux étudiants de l'Ecole supérieure des technologies avancées et de management (ESTAM). Heureux de les accueillir, l'ingénieur électricien, Jean-Francis Tchékpo, qui accomplit depuis qu'il est en poste des performances pour faciliter l'accès à l'énergie à tous, avec enthousiasme, a présenté à ces promesses d'avenir, la mission, les attributions, l'organisation et l'organigramme de l'ABERME. Il n'a non plus manqué de leur dresser quelques réalisations ainsi que les défis de cette agence mandatée par le gouvernement du Bénin pour apporter de l'énergie électrique en quantité et en qualité à travers toutes les options techniques qui s'imposent, dans le strict respect de l'environnement afin de pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Evoquant les attributions de l'ABERME, le DG Jean-Francis Tchékpo a indiqué à son auditoire, qu'il s'agit de faire des études stratégiques, d'élaborer les programmes nationaux de développement de l'électrification rurale, de

coordonner et de suivre leur mise en œuvre, de réaliser les infrastructures d'électrification rurale par raccordement aux réseaux pour les localités qui sont situées proches du réseau électrique, de réaliser les ouvrages d'électrification hors réseau en recrutant les promoteurs privés pour les localités beaucoup plus éloignées du réseau, de donner des appuis techniques et financiers aux communautés locales, de faire la promotion de la maîtrise de l'énergie à travers l'utilisation des équipements efficaces et de promouvoir les énergies renouvelables et autres formes d'énergie.

## Des actions pour améliorer la vie des populations

En matière de réalisations, outre les nombreux raccordements et installations d'infrastructures réalisés dans toutes les régions du Bénin, le bras armé du ministère de l'énergie pour l'accès à l'énergie à tous, a expliqué qu'en matière de Maîtrise de l'énergie, l'ABERME a réalisé 100 biodigesteurs à travers le Bénin et plusieurs ateliers

de formation et des séances de sensibilisation ont été initiés. Emus par l'exposé des cadres de l'Agence, les étudiants de l'ESTAM n'ont pu s'empêcher de dire toute leur admiration au DG Jean-Francis Tchékpo et son équipe pour l'engagement dont ils font montre dans accomplissement de la vision de l'Etat béninois quant à l'énergie pour tous. Par ailleurs, ils n'ont pas manqué d'inviter l'équipe de l'ABERME à envisager l'usage de l'intelligence artificielle dans la détection des pannes et surtout dans la gestion dynamique de leurs installations. « Je ne savais pas que le gouvernement avait initié ce genre de structure pour aider la population. J'ai beaucoup aimé ce qui se fait ici et je dis courage à toute l'équipe de l'ABERME », a confié Oved Doucket, étudiant en audit et sécurité des systèmes et réseaux informatiques à ESTAM. Participant à cette sortie pédagogique, le directeur des études de l'Université, Yves Togbé, en repart plus cultivé. « Nous sommes satisfaits et moi-même qui suis le Directeur des Etudes, j'ai beaucoup appris par rapport à l'efficacité énergétique pour pouvoir économiser et ne pas trop dépenser dans l'énergie à la maison. Comment il faut s'approvisionner en matériel électrique pour pouvoir consommer moins en énergie. C'est une sortie qui a été fructueuse pour nous», assure-t-il. Ainsi, l'ABERME, avec le DG Jean-Francis Tchékpo, s'évertue à faire découvrir à la jeunesse, les opportunités d'affaires qui s'offrent dans le sous-secteur de l'électrification rurale au Bénin.



● Photo de famille du DG et des étudiants

Sous le Haut Patronage de Son Excellence  
Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya

# Sommet Africités 9

"Le rôle des  
villes intermédiaires  
d'Afrique dans la mise  
en œuvre de l'Agenda  
2030 des Nations Unies  
et de l'Agenda 2063 de  
l'Union Africaine"



Mardi 08 mars 2022, 16 h (GMT+3)  
Safari Park Hôtel ( Nairobi, Kenya)



**Organisateurs**



**Partenaires institutionnels**



# FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION  
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION  
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION  
DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022  
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

[foni.afrikcreances.com](http://foni.afrikcreances.com)

